

*Coût de la vie*

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, on me met au défi d'étayer certaines déclarations. Je le relève et je vais citer à la Chambre certaines preuves que j'ai recueillies.

Je vous invite, comme j'invite le peuple canadien, à juger du bien-fondé de l'accusation que nous porte ce parti qui, lui-même, ne cesse de varier son diagnostic de nos problèmes économiques et de modifier les solutions qu'il propose. Il est presque impossible de connaître la position que prend le parti conservateur sur une question quelconque et à un moment donné parce que ses principaux porte-parole non seulement se contredisent entre eux, mais ils se contredisent eux-mêmes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Examinons maintenant les analyses des députés d'en face qui siègent sur les premières banquettes relativement à la nature du problème inflationniste. Comme la question principale faisant l'objet du débat à la Chambre est celle de l'inflation et la façon de la régler, étudions un instant les façons dont l'un des critiques financiers conservateurs a diagnostiqué la nature du problème...

**Des voix:** Lequel?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Le vrai critique financier du parti conservateur aurait-il l'obligeance de se lever? Voyons d'abord le député de Don Valley. Au cours du débat sur le budget, il a dit à la Chambre, et cela figure à la page 1560 du hansard du 22 février:

... ceux qui pensent que l'inflation aujourd'hui provient d'une demande excessive sur l'économie ne comprennent absolument pas la situation inflationniste.

A cela, il a ajouté «c'est inexcusable». Combien de fois avons-nous entendu ce savant député, économiste de profession, nous expliquer patiemment que l'inflation chez nous provenait uniquement de la hausse des coûts ayant lieu uniquement au Canada? Je suppose que c'est ce diagnostic qui l'a amené à préconiser le contrôle des salaires et des prix après l'avoir jugé inutile puisqu'il n'y avait pas d'urgence nationale seulement quelques semaines auparavant.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Pourtant, quelques mois plus tard seulement, le député a radicalement changé son diagnostic du problème. Prenant la parole au débat qu'il avait également provoqué le 10 mai, tout comme celui-ci, il a fait cette déclaration que l'on trouve à la page 3616 du hansard:

J'accepte l'explication que le ministre des Finances et le gouvernement ont offerte à plusieurs reprises, à savoir que tous les pays du monde ont connu de grandes difficultés en ce qui concerne l'alimentation, la hausse des salaires et les exigences accrues de ceux qui consomment davantage d'aliments. J'accepte ces déclarations et je ne vais pas en discuter aujourd'hui.

Ce sont ses paroles et il est peu étonnant qu'il ait préféré ne pas les débattre. Il dit que la situation provient de la hausse des coûts, puis il adopte une autre position. Je demande qui interprétait faussement, sans excuse, toute la situation inflationniste. En outre, cette contradiction n'est pas un cas isolé.

**M. Gillies:** Puis-je poser une question au ministre? Ne pourrait-il y avoir hausse des coûts dans la demande et inflation en même temps? En outre, le ministre ne sug-

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

gère-t-il pas que la situation de l'économie canadienne a évolué au cours des six derniers mois?

● (1620)

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, si j'ai bien compris, le député a laissé entendre que le contrôle des prix et des salaires est une formule galbraithienne visant à neutraliser l'inflation par les coûts. Il admet finalement—et j'ai tenté de citer des exemples de trois discours—qu'il existe fondamentalement une situation d'inflation par la demande qui dans le domaine des denrées agricoles et des produits mondiaux n'est pas assujettie à la formule galbraithienne.

Passons maintenant à un autre domaine de la politique économique. La motion à l'étude peut faire l'objet d'un vaste débat, monsieur l'Orateur. Jetons un coup d'œil sur le taux de change. Au cours du débat sur le budget, le député de Don Valley (M. Gillies), comme en fait foi la page 1558 du hansard, a mis en question l'opportunité du taux de change flottant et a affirmé que le Canada n'a jamais eu un niveau de prospérité véritablement élevé depuis que le dollar canadien est aligné sur celui des États-Unis. Mais à la Chambre des communes, le 5 juin 1973, le député de la troïka financière conservatrice, le représentant d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), a ridiculisé le gouvernement à cause de la prétendue décision de celui-ci de «suivre le cours du dollar américain». Quoi qu'aucune décision de ce genre n'ait été prise par le gouvernement, il laissait clairement entendre que le gouvernement devrait en quelque sorte prendre des mesures pour augmenter la valeur du dollar canadien relativement aux devises étrangères et au dollar américain. Je me demande l'incidence que, selon le député de Don Valley, de telles mesures auraient sur la prospérité canadienne? Je leur suggère d'essayer de résoudre le problème quand ils auront un petit moment.

J'aimerais maintenant passer à la question de la politique monétaire élucidée par la première rangée de l'opposition. Au cours des dernières semaines, le député de Don Valley a tenté d'interpréter la décision de la Banque du Canada de freiner l'augmentation exceptionnellement rapide du crédit au Canada comme un retour aux politiques monétaires rigoristes ayant pour but de mettre un frein brutal à la croissance économique. A mon avis, ces déclarations frisent l'hypocrisie et je désire signaler que le 26 janvier de cette année, comme en fait foi la page 679 du hansard, le même député demandait si, à la lumière de l'augmentation récente des prix de gros, j'avais discuté de la modification de la masse monétaire avec le gouverneur de la Banque du Canada. Je puis tout au plus supposer qu'en parlant de modifier la masse monétaire, il m'exhortait à faire en sorte de la réduire, pour se conformer à son avertissement précédent dans la chronique de son journal—et je me reporte encore une fois à l'article du député sur la politique monétaire dans le *Telegram* de Toronto du 27 septembre 1971—selon lequel les augmentations excessives de la masse monétaire étaient la première cause de l'inflation.

Voici le passage extrait du *Telegram* de Toronto du 27 septembre 1971:

La meilleure façon de réduire le chômage et de ralentir l'inflation au Canada consiste à régir la masse monétaire et à augmenter sensiblement la demande des consommateurs en réduisant l'impôt sur le revenu des particuliers...